

Un 24 Septembre pour stopper les régressions sociales !



Sans surprise, les mauvais coups sociaux continuent, un an après une mauvaise loi pour un nouveau pacte ferroviaire votée sur des mensonges tant pour le service dû aux usagers que pour les garanties de protection sociale des cheminots, le gouvernement Macron a missionné JP Delevoye pour négocier la fin des 42 régimes de retraites par répartition et mettre en place un système par points qui ne visera qu'à réduire les pensions et à allonger la durée de cotisation.

Fort d'un constat d'une situation sociale catastrophique au niveau national et sans égale dans la branche ferroviaire, les composantes de la fédération SUD-Rail ont décidées de travailler dès maintenant à inscrire dans une dynamique toutes les forces qui refusent ces attaques antisociales. Pour ce faire, dès le 24 Septembre, la Fédération SUD-Rail appellera l'ensemble des travailleurs du rail à une action de grève et de manifestations.

Par cette première journée de mobilisation, la fédération SUD-Rail s'inscrit dans la volonté de construction d'une convergence des luttes et d'un niveau de rapport de force qui fera reculer le gouvernement sur la régression sociale constituée par la « réforme Delevoye » mais aussi sur ces projets de liquidation des services publics et de dumping social dans la branche ferroviaire.

Comme pour la réforme ferroviaire, les engagements de l'Etat sur les conditions d'emploi et maintenant des retraites des travailleurs du rail sont des leurres. A l'augmentation des cotisations retraites, à la baisse des pensions pouvant aller jusqu'à 20%, la direction SNCF décomplexée vient y ajouter, avec son « pacte social d'entreprise », la saignée dans les effectifs cheminots, la paupérisation et la précarisation de l'ensemble des salariés du transport ferroviaire.

Alors qu'il a fallu près d'un an aux décideurs du ferroviaire pour exposer leur vision d'un Groupe Public Ferroviaire éclaté dans un système à 5 S.A. indépendantes, elles-mêmes redécoupées en activités ; Ce sont les mêmes qui voudraient aujourd'hui liquider les droits sociaux et le statut des personnels en quelques mois assorti de la double peine d'une énième contre-réforme des retraites.

Pour SUD-Rail, seul le rapport de force pourra permettre d'influer sur la descente aux enfers sociale prévue à tous les niveaux et pour gagner de nouveaux droits pour les salariés dans un service public ferroviaire de qualité qui mêle sécurité, continuité territoriale et progrès social !